

France : la crise sociale et le spectre de Robespierre

Par Hugo Moreno, Université Paris 8

A la mémoire de Georges Labica (1930 – 2009)

« Attention avec les Français, ils adoraient le roi et ils lui ont pourtant coupé la tête », a déclaré Sarkozy. L'intuition du politicien opportuniste est peut-être bonne.

Le président Sarkozy continue sa politique de destruction des structures économiques, politiques, institutionnelles de l'Etat providence qui ont assuré la prospérité de l'après-guerre. Elles sont balayées l'une après l'autre par les « réformes » - en réalité les contre-réformes - inspirées par l'idéologie du néolibéralisme de la droite déguisée sous l'imposture du réformisme. En deux ans le « monarque élu » n'a pas ménagé ses efforts, inspirés tardivement par la « révolution conservatrice » du thatchérisme et du reaganisme. Paradoxe de la situation, cette entreprise est arrivée quand le modèle néo-libéral s'écroule ! L'état de grâce de Sarkozy s'est rapidement effondré. L'année 2009 a commencé par une grande protestation sociale, entraînant dans une volonté de résistance les secteurs les plus divers de la société, mobilisés d'en bas pour la défense des acquis durement obtenus par des siècles de luttes contre l'exploitation.

La grève générale du 29 janvier en a été une des expressions. Trois millions de personnes sont sorties dans les rues pour crier leur colère dans un mouvement qui n'avait pas connu de précédent depuis la lutte contre le « Plan Juppé » (réforme de la sécurité sociale) en 1995 et contre le « Contrat Premier Emploi » (CPE) en 2006. Simultanément, le 2 février débutait la mobilisation contre la soit disant « *autonomie universitaire* », application de la loi de Réforme Universitaire (LRU) approuvée en août 2007. Le projet de la ministre de l'Enseignement Supérieur, Valérie Pécresse, modifie le statut des enseignants-chercheurs et transforme radicalement l'université, dans la ligne des accords de Bologne (1999). Ceux-ci, sous le prétexte de « *l'uniformisation européenne* » des diplômes, n'est pas autre chose que le démantèlement de l'éducation publique, de l'université et de la recherche. C'est-à-dire la privatisation du savoir soumis à la compétitivité et aux lois du marché capitaliste. L'« *excellence* », comme disent ses auteurs, masquant avec cynisme leur entreprise mercantile.

La résistance n'a pas tardé à prendre corps. Depuis le 2 février, des assemblées générales dans les universités ont lancé un appel à la grève, en constituant une Coordination Nationale (CNU). Le 10 février, entre 50 et 100 000 personnes ont manifesté à Paris et dans d'autres villes, suivies par une autre manifestation le 26 février (entre 25 et 45 000 personnes), ainsi que le 5 mars (entre 20 et 30 000). Le 11 mars, entre 25 et 50 000 manifestants ont défilé sous le slogan « *de la maternelle à l'université, non à la réforme* », accompagnés, cette fois par de nombreux enseignants et étudiants du secondaire. Au bout de six semaines de conflit, sur les 79 universités métropolitaines, 40 sont totalement paralysées, les autres restant en luttant sous des formes diverses, quelques-unes sont fermées par l'administration. Seule une minorité des universités fonctionne normalement. Ce mouvement, il faut le rappeler, accompagne ceux qui ont lieu en Grèce, en Espagne, en Italie et en Allemagne.

Le discours, aussi provocateur que lamentable de Sarkozy du 22 janvier sur la recherche, ses propos insultants pour les chercheurs, a aggravé la situation. Des secteurs qui jusqu'alors n'étaient pas hostiles à la « réforme », se sont insurgés. Le président de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris IV), un site emblématique, l'a dit clairement : « *Il ne s'agit pas d'erreurs tactiques du ministère. Derrière tout cela il y a une pensée organisée : c'est le plus dur coup donné à l'école de la République depuis Vichy.* » La résistance se radicalise. Il ne s'agit plus de modifier le décret Pécresse mais d'annuler la loi, comme en 1995. Les actions publiques, cours « sauvages », lectures dans les rues et sur les places, réunions dans les gares et autres initiatives s'étendent. Les « concessions » du ministère – la révision et réécriture du texte – n'ont pas calmé les contestataires. Car la question de fond est celle du retrait de la réforme. « Non, l'université n'est pas une entreprise ni le savoir une marchandise ».

Dans cette situation, on semble entendre quelques échos de mai 68, tout comme de 1848, et même le spectre de Robespierre qui semble préoccuper le président Sarkozy. « *Attention avec les Français, ils adoraient le roi et ils lui ont pourtant coupé la tête* » a-t-il dit.

En effet, le « monarque élu » a perdu sa légitimité en peu de temps. Le gouvernement est confronté à une crise sociale de grande ampleur – aggravée par la formidable crise mondiale – dont les effets conjugués peuvent conduire à une crise politique majeure. La vague de grèves, de mobilisations et de manifestations s'étend à l'ensemble de la société. C'est l'expression d'un malaise profond et de colère contenue face à la chute du pouvoir d'achat, au chômage masse, au *détricotage* du code du travail, à la restriction des libertés individuelles, à l'affirmation d'un Etat plus proche d'un Etat policier que d'un l'Etat de droit. L'idéologie répressive et sécuritaire se généralise. Même le corps conservateur de la magistrature manifeste sa préoccupation.

L' «affaire» de Tarnac en est un exemple. Dans cette petite ville ont été arrêtés neuf jeunes qui animaient un café et faisaient fonctionner une boulangerie tout en vivant dans une vieille grange. Au cours d'une opération hyper médiatisée (la télévision accompagnant les forces de police), ils ont été arrêtés en novembre de l'année passée, accusés d'appartenir à un mouvement « anarcho-autonome » (sic), et incriminés pour de supposés sabotages de voies ferrées. Sans aucune preuve, la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, les accuse de « terroristes », en violation flagrante de la présomption d'innocence. Les éléments évoqués pour justifier l'inculpation de « visées à caractère terroristes » pourrait prêter à rire en d'autres circonstances : vivre en communauté et gagner la sympathie de la population locale. Le comble du ridicule est atteint par cette déclaration des accusateurs : ils n'utilisaient pas de téléphones portables ! Huit de ces jeunes ont été rapidement remis en liberté, même s'ils restent inculpés, car la police n'a rien trouvé pour prolonger leur détention. Si l'un d'eux, Julien Coupat, n'était pas encore sous les verrous, n'importe quel *honnête citoyen* éclaterait de rire. Voilà la « sensibilité » de ce gouvernement cherchant l'ennemi invisible : l' « ultra-gauche », les jeunes, les marginaux, les étrangers. En réalité, le but est de créer un climat qui permet de criminaliser toute contestation sociale. « Classes laborieuses = classes dangereuses » du XIX^{ème} siècle, aujourd'hui sous d'autres formes. C'est l'éternelle peur des tyrans face à l'éventualité de la révolte des opprimés.

En même temps, les prévisions concernant les effets de la crise sont alarmantes. Au cours du mois de janvier 90 000 emplois ont été perdus. Le chômage est passé à plus de 8 % de la population active (20 % des jeunes entre 18 et 25 ans, un total de près trois millions de chômeurs, sans compter ceux qui ont été « radiés »). La ministre de l'Economie prévoit 300 000 chômeurs pour l'année 2009, mais l'Insee table sur un chiffre compris entre 375 000 et 454 000 chômeurs de plus. Il n'y a pas de jour où ne se produise une fermeture d'entreprise ou un plan de restructuration avec des suppressions d'emplois à la clé. Les « réformes sarkozyennes » – inspirées du « tout marché » – sont une agression pour l'ensemble de la société. La santé, la justice, l'éducation, l'information, la culture, tout devient une marchandise. La gestion de Sarkozy, la concentration du pouvoir, ses bouffonneries répétées, son arrogance, son mépris pour les institutions – y compris envers ses ministres, en commençant par le premier d'entre eux, François Fillon – violent les normes et les principes républicains.

Quand la situation économique est catastrophique, les couches populaires sont en première ligne et en souffrent par un pouvoir d'achat qui ne cesse de baisser, par la dégradation des conditions de travail et de la qualité de la vie. Le sentiment d'injustice s'étend. Sarkozy apparaît comme le président des « riches », ses amis, à la botte des grandes entreprises et du capital. Dans la continuité de la grande grève du 29 février, les centrales syndicales appellent à une nouvelle grève générale le 19 mars, unifiant les revendications de tous les secteurs.

Pendant ce temps, ont éclaté les événements de Guadeloupe, Martinique et plus récemment à La Réunion. Presque deux mois de grève générale en Guadeloupe. Un mouvement radical qui met en lumière la situation catastrophique des ex-colonies devenues « départements d'outre-mer ». Aux revendications économiques légitimes : augmentation des bas salaires et baisse du prix des produits de base (40 % supérieur à la métropole, alors que le chômage est deux fois plus élevé, s'ajoute la révolte pour la dignité. « La Guadeloupe est à nous » scandait les manifestants. La grande majorité garde le souvenir du fer avec lequel on marquait leurs ancêtres pendant les trois siècles de la colonisation et de l'esclavage. La révolte n'est donc pas seulement économique mais aussi sociale, politique et culturelle. Ceux qui possèdent le pouvoir semblent l'ignorer, mais le vent de la révolte progresse.

Le mouvement social en cours, sous toutes ses formes, refuse d'accepter le recul. Il résiste à un futur hypothéqué par la crise. La simultanéité des conflits n'est pas un hasard. C'est le symptôme sans équivoque d'une crise majeure. La nature du sarkozysme est apparue clairement : c'est le gouvernement le plus rétrograde et réactionnaire que la France ait connu depuis 1945. La cerise sur le gâteau a été la décision de réintégrer le commandement de l'OTAN, une véritable rupture avec la tradition de la droite gaulliste et un choix aux conséquences incalculables. Le gaullisme a été ainsi définitivement enterré, tandis que le « roi » s'est retrouvé nu. L'« atlantisme » de Sarkozy suscite même des critiques dans le camp de la droite traditionnelle.

Cette crise trouvera-t-elle une issue progressiste ? C'est une autre question. Il est difficile de faire des prévisions. Cela dépendra de la corrélation des forces sociales et des alternatives politiques. La société française est atomisée, frappée durement par la crise, les syndicats affaiblis. L'emprise de l'idéologie néolibérale qui sévit depuis 30 ans est visible, la dépolitisation est une de ses conséquences. Le mouvement social actuel se bat pour défendre et sauver les acquis du passé. C'est un mouvement défensif, très important, pour autant la question de l'alternative reste posée.

La droite a échoué. La conjoncture actuelle le démontre avec évidence. Mais la gauche a aussi perdu la boussole. Il suffit d'observer le paysage politique en France et dans presque tous les pays européens, en Italie par exemple. Le Parti socialiste français s'est converti au social libéralisme. Discrédité par sa gestion gouvernementale, sans projet alternatif, il n'offre même pas une perspective réformatrice. Il souhaite une gestion « plus sociale » du capitalisme, rien de plus. Des figures comme Bernard Kouchner ou Eric Besson, ex-conseiller de Ségolène Royal, ont été cooptés comme ministres de Sarkozy, Dominique Strauss-Kahn nommé directeur du FMI, Jack Lang « émissaire spécial » du président lors de son récent voyage à Cuba. Presque toutes ces anciennes têtes d'affiche du PS

sont des exemples qui révèlent une grave décomposition politique et morale. Seuls résistent avec abnégation quelques militants qui ne se résignent pas à abandonner ce bateau à la dérive. Néanmoins, ce serait une erreur de considérer le PS et la droite comme les deux faces d'une même médaille.

La rupture de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez, en fondant le Parti de Gauche, en partie inspirée par Die Linke en Allemagne est une bonne nouvelle. Avec le PCF et d'autres secteurs qui se sont notamment retrouvés dans le NON à la constitution européenne, en 2005, se met en marche un Front de Gauche. Son action est aujourd'hui centrée sur les élections européennes du 7 juin. Mais la perspective est beaucoup plus ambitieuse. Il s'agit de construire un courant de gauche socialiste, différencié de la gauche libérale ; une gauche qui ne se limite pas à critiquer les maux du capitalisme, mais qui propose une réelle alternative.

Quoi qu'il en soit, pour affronter la crise, il faut mettre en avant les besoins urgents de la population. C'est un scandale que le gouvernement subventionne les grandes entreprises et le système bancaire, responsables fondamentaux de la crise actuelle, au détriment des secteurs populaires. Le mouvement en Guadeloupe et en Martinique envoie un signal fort : l'exigence d'augmentation des salaires. Car maintenir le niveau et la qualité de vie est essentielle. Face à la vague de chômage qui rappelle la grande crise des années 30 du siècle dernier, il ne reste pas d'autre issue qu'une politique unitaire et de convergence européenne des luttes sociales. Elle s'avère incontournable. Ne serait-il pas venue l'heure d'exiger, par exemple, la nationalisation de la banque et du crédit ? Pourquoi pas la revendication d'un vrai *salair minimum pour tous*, un revenu garanti sans autre condition que la citoyenneté ou la résidence ? En résumé, un programme de transition capable de rassembler *les gauches* par une politique unitaire.

Le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), regroupé autour de la ex-LCR et d'Olivier Besancenot, laisse passer malheureusement cette opportunité. Sa décision de se présenter seul aux élections de juin, en refusant le Front de Gauche, peut s'avérer une grande erreur. La figure médiatique de Besancenot séduit beaucoup des jeunes, mais cela ne suffit pas. Le rejet de la politique droitière du PS ne suffit pas à justifier de faire cavalier seul. Car l'isolement peut conduire à l'échec. L'exemple de Lutte Ouvrière (LO) le montre. La référence au « trotskisme » semble ne plus dire grande chose dans les temps qui courent. Mais son remplacement par une vague idéologie « guévariste-libertaire-chaviste » non plus, ou plutôt encore moins. L'intention et la bonne volonté sont indiscutables, mais les illusions se payent cher. La minorité du NPA (16 % lors du congrès de fondation) a fait un pas en avant. Christian Piquet et sa tendance « Gauche unitaire » ont décidé de rallier au Front de Gauche. Espérons que la direction du NPA ne soit pas autiste trop longtemps.

Le danger d'une concurrence pour « l'hégémonie » peut conduire à un affaiblissement mutuel, tandis que l'occasion est propice pour un cumul des forces. Une politique de front unique, correspondant au mouvement politique et social réel, reste toujours valable. La discussion sur la tactique, les alliances, le programme, etc., est ouverte.

En tout cas, les vieux principes de liberté, égalité et fraternité restent à l'ordre du jour. Ce n'est pas un hasard si l'hostilité et la haine des classes dominantes se concentrent toujours contre ces valeurs. Mais « la trahison des principes », disait Robespierre, doit conduire au « procès » des canailles. Dans le cas contraire, c'est « la horde de fripons » qui gagne, presque à chaque fois. Cela souligne l'importance du mouvement social en cours en France, emporté par la rage et la révolte face à la crise économique, politique, morale. C'est aussi le « spectre » qui hante ceux qui commandent et qui détiennent le pouvoir, l'argent et les armes.-

Paris, le 15 mars 2009.

Hugo Moreno, membre du Conseil Editorial de *Sin Permiso*, est maître de conférences en Sciences politiques à l'Université de Paris 8 – Vincennes à Saint-Denis.

Traduction : Michel Picquart.